

Direction Risques Industriels

Perpignan, le 30/03/2022

*Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales*

*Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud*

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SVLR (ISDND) VEOLIA PROPLETE**

RD 117 Les Mirandes Basses

66600 ESPIRA DE L AGLY

Réf: 2022-059-PR

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2022 dans l'établissement SVLR (ISDND) VEOLIA PROPLETE implanté RD 117 Les Mirandes Basses 66600 ESPIRA DE L AGLY. L'inspection a été annoncée le 07/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité annuelle de visite pour ce site.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les thèmes retenus pour cette inspection sont :

- la gestion des lixiviats
- la surveillance des eaux souterraines.

Le référentiel d'inspection utilisé est l'arrêté d'autorisation du 09/07/2012 et l'arrêté ministériel du 15/02/2016.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SVLR (ISDND) VEOLIA PROPLETE
- RD 117 Les Mirandes Basses 66600 ESPIRA DE L AGLY
- Code AIOT dans GUN : 0018300043
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Initialement la société SOVAL, filiale à 100 % du groupe VÉOLIA, a été autorisée par arrêté du 20 juin 2003 à exploiter une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) qui a été mise en service en juin 2004.

En septembre 2011 la société SOVAL a déposé une demande en vue d'obtenir l'autorisation d'augmenter la capacité annuelle de stockage de 100.000 à 130.000 t, afin de pouvoir recevoir 30.000 t de mâchefers. Cette demande a abouti à l'arrêté d'autorisation n° 2012-191-0006 du 09/07/2012 qui annule les prescriptions antérieures et constitue l'acte administratif de référence.

En 2012 la société SOVAL est devenue Société de Valorisation du Languedoc-Roussillon (SVLR) suite à une réorganisation des régions «Veolia propreté» dans lesquelles les actifs associés aux sites exploités sont regroupés au sein de sociétés locales opératrices.

L'échéance de l'autorisation est fixée au 20/06/2027. La capacité annuelle de stockage autorisée est de 130.000 t/an. La capacité totale du site est estimée à 2,7 Mm<sup>3</sup> soit 2,5 Mt. La superficie de l'installation est de 15,6 ha dont 9,75 ha seront exploités.

Cette installation de stockage de déchets est située dans une ancienne carrière et les alvéoles viennent s'appuyer, au sud, sur les anciens fronts d'une hauteur totale de l'ordre de 60m. L'installation est divisée en 5 casiers (A à E).

Les déchets qui peuvent être admis dans ce centre sont principalement des déchets secs non recyclables issus de centres de tri et déchetteries, les refus du tri des encombrants, les déchets industriels et commerciaux banals non valorisables, non fermentescibles et peu évolutifs, les déchets minéraux de démolition, les mâchefers ; il s'agit de déchets qualifiés de non dangereux.

Cette ISDND est classée sous les rubriques :

- ✓ 2760-2 : Installation de stockage de déchets non dangereux : capacité 130.000 t/an
- ✓ 3540 : Installation de stockage de déchets, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes.

L'arrêté d'autorisation de 2012 a été modifié par les arrêtés complémentaires suivants :

- l'APC du 06/12/2013 a supprimé la limite de 30.000 t/an pour le stockage de mâchefers sans modification de la capacité totale de 130.000 t/an ;
- En décembre 2014, la société SVLR a demandé une modification de son arrêté préfectoral afin d'ouvrir la possibilité de réceptionner un tonnage de déchets supérieur au seuil autorisé à la suite d'un événement exceptionnel. Cette demande a abouti à l'APC n° 2015092-0007 du 02/04/2015 qui permet des dérogations préfectorales pour accepter temporairement des tonnages supérieurs au seuil autorisé et des types de déchets non prévus par l'arrêté d'autorisation ;
- En février 2015, la société SVLR a demandé une modification de son arrêté préfectoral concernant les prescriptions sur les émissions de biogaz. En effet, malgré une faible production de biogaz, SVLR a mis en place un réseau de récupération et des équipements de valorisation (afin de bénéficier de la réduction de la TGAP). Cette demande a abouti à l'APC n° 2015183-0001 du 02/07/2015 qui distingue le cas d'un traitement par torchère ou chaudière ou moteur ;
- l'APC n° 2018 158-0003 du 07/06/2018 afin de réglementer le puits de relevage des lixiviats ;
- l'APC n° 2019.178-0001 du 27/06/2019 afin de modifier certaines prescriptions non adaptées ;
- l'APC n° 2020.160-0001 du 08/06/2020 afin de prendre en compte d'autres modifications (modification de la géométrie du casier E2, mise à jour des garanties financières, suppression de la mention du bassin centre, modification de l'aire d'entretien des engins, confirmation de l'équivalence de l'étanchéité pour l'aménagement de 2 risbermes sur le casier E2).

## **2) Constats**

### **2.1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

La visite de terrain a porté sur les installations suivantes :

- bassin lixiviât ;
- puits lixiviât ;
- réseau de piézomètres par sondage : PZ2, PZ4bis, source Al Relai ;
- alvéole en exploitation.

Cette visite a amené les constats supplémentaires suivant :

- le bassin sud, encombré par des envols de déchets doit être nettoyé ;
- le portail sud ouest d'accès au PZ4 doit être muni d'un dispositif de fermeture ;
- compte tenu du déplacement du quai de déchargement le dispositif positionné en partie sommitale de l'alvéole d'exploitation doit être complété pour limiter les envols de déchets ;
- l'exploitant doit définir les conditions de prélèvement au niveau de la source « Al Relai ».

Ces points sont repris dans les fiches de constats jointes au § 2.4.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
PC8-Contrôles des eaux souterraines (piézomètres)	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24
PC9-Constats suite à la visite	Arrêté Préfectoral du 09/07/2012, article 1.11.5, 2.1, 2.4.2, 2.5.9, 4.1

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
PC1-Conception du bassin de stockage des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11-II et 20-IV
PC2-Equipement du bassin lixiviat	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11-II
PC3-Programme de contrôle des systèmes de collecte des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22-I
PC4-Registre lixiviats	Arrêté Ministériel du 16/02/2016, article 22-II
PC5-Enregistrement des données météo	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22-III
PC6-Surveillance du puits lixiviat	Arrêté Préfectoral du 09/07/2012, article 3.3.4
PC7-Réseau de piézomètres	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 13

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Concernant le résultat de la visite, 2 faits susceptibles de suites, et 1 observation ont été formulées. Ces faits et l'observation sont récapitulés dans les fiches de constats figurant au rapport.

Les faits **susceptibles de suites** qui n'engagent pas la sécurité et qui ne présentent pas un risque important pour la protection de l'environnement et qui peuvent être mis en conformité rapidement, conduisent l'inspection à proposer d'accorder à l'exploitant un délai de 60 jours pour apporter la démonstration de sa conformité aux prescriptions.

Au terme de ce délai, et à défaut d'éléments probants, l'inspection proposera de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de se mettre en conformité et transmettra le projet d'arrêté préfectoral correspondant.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle : PC1-Conception du bassin de stockage des lixiviats**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11-II et 20-IV

**Thème(s) :** Risques chroniques, Etanchéité du bassin lixiviat

**Prescription contrôlée :**

Article 11-II :

Les bassins de stockage de lixiviats sont étanches et résistants aux substances contenues dans les lixiviats.

Leurs dispositifs d'étanchéité sont constitués, du haut vers le bas, d'une géomembrane et d'une barrière d'étanchéité passive présentant une perméabilité égale ou inférieure ou égale à  $1.10^{-9}$  m/s sur une épaisseur d'au moins 50 centimètres ou tout système équivalent.

Leurs capacités minimales correspondent à la quantité de lixiviats produite en quinze jours en période de pluviométrie décennale maximale qui pourra être adaptée au territoire.

Le bassin de stockage des lixiviats est équipé des dispositifs dédiés nécessaires au relevage des lixiviats. Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa. Un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialise le volume de réserve.

[...]

Le bassin de stockage de lixiviats est équipé d'un dispositif permettant d'arrêter l'alimentation en lixiviat pour prévenir tout débordement.

Article 20-IV : Pour chaque nouveau bassin de stockage des lixiviats, l'exploitant fait procéder au contrôle du parfait achèvement des travaux d'aménagement.

Le contrôle précité est réalisé par un ou des organismes tiers, indépendants de l'exploitant. Le rapport de contrôle est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des commentaires de l'exploitant avant la mise en service du bassin.

Article 2.3.8 AP 09/07/2012

Le bassin de stockage spécifique aux lixiviats aura un volume de 5065 m<sup>3</sup> minimum.

Il sera implanté à l'entrée du site.

Le fond et les flancs seront pourvus d'une géomembrane PEHD assurant la barrière de sécurité active et d'une barrière d'étanchéité passive constituée par un mètre de matériaux de perméabilité inférieure à  $10^{-9}$  m/s et renforcement par mise en place d'un géotextile bentonitique. Les conditions de réalisation seront vérifiées sur site, par un organisme expert indépendant dans le cadre d'un plan d'assurance qualité, qui attestera de la bonne exécution des travaux.

Tous les 5 ans le bassin devra être vidé et l'état de la géomembrane contrôlée. Les résultats de ce contrôle seront précisés dans le rapport environnement annuel.

**Constats :**

En préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis les documents suivants qui étaient joints à la déclaration de début d'exploitation (avril 2004) :

- données justifiant le dimensionnement et les conditions de réalisation du bassin lixiviat :
  - extrait du dossier de demande d'autorisation précisant l'estimation de la production de lixiviats et faisant ressortir la quantité maximale de 5065 m<sup>3</sup>/an reprise dans l'arrêté d'autorisation et les modalités de conception (barrière passive de 1 m d'argile + GSB + géomembrane) ;
  - rapport DDPA ISDB Mirandes Basses de juin 2002 par le BE IDE Environnement détaillant le calcul du dimensionnement du bassin lixiviats. Ce dossier a prévu la création d'un bassin de stockage de lixiviats (surface : 2500 m<sup>2</sup>, profondeur : 2,5 m, dont 50 cm de garde), volume déterminé en fonction du moment d'exploitation le plus défavorable, pour une pluie décennale et la surface en fonction de la disponibilité de terrain ;
- justification du contrôle du parfait achèvement des travaux du bassin lixiviats :
  - compte rendu n°485L03 du 13/11/2003 concernant le contrôle de la mise en œuvre de la couche d'étanchéité du bassin lixiviats par EUROVIA Management Méditerranée (1 m d'épaisseur en 3 couches, sol traité avec 4 % de bentonite) ;
  - rapport de contrôle de la perméabilité par l'entreprise FUGRO ;
  - Dossier d'ouvrage exécutés concernant la pose du géotextile de la géomembrane PEHD de 1,5 mm ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>◦ extrait du rapport de contrôle de l'étanchéité par le BE Géoconcept.</li> </ul> <p>L'exploitant confirme que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la capacité du bassin lixiviats a été très largement suffisante sur toutes les phases de production du site ;</li> <li>• compte tenu de l'état d'avancement de l'exploitation où il n'y a plus de casier en préparation et où la hauteur de déchets va augmenter, la production de lixiviats va continuer à diminuer, l'eau pluviale étant absorbée par les déchets ;</li> <li>• la barrière d'argile a été traitée à la bentonite afin de renforcer l'étanchéité et le bassin a été équipé d'une double membrane PEHD avec puits de contrôle de fuite ;</li> <li>• le bassin est équipé de repères sur l'échelle limnimétrique, niveau haut et très haut permettant de visualiser le volume de réserve ;</li> <li>• au niveau haut, l'exploitant déclenche le traitement des lixiviats qui sont évacués dans le bassin nord (4 campagnes de traitement depuis le démarrage du site en 2015, 2017, 2019 et 2020)</li> <li>• le niveau très haut entraîne (via un déclenchement par flotteur) l'arrêt du relevage des pompes et déclenche une alarme dans les bureaux ; ce dispositif permet de prévenir tout débordement ;</li> <li>• le bassin n'est pas équipé d'une pompe fixe de relevage mais des pompes immergées sont disponibles et peuvent être installées en cas de besoin ;</li> <li>• le dernier nettoyage du bassin a été réalisé en 2020 suite à la campagne de traitement des lixiviats (prévu tous les 5 ans par l'AP). A la suite de ce curage le dispositif de contrôle de fuite a détecté une fuite qui a conduit l'exploitant à mettre en place une 3e membrane PEHD (cet incident avait été signalé à l'inspection).</li> </ul> <p>La visite de terrain a permis de visualiser l'échelle limnimétrique, les marques de niveau haut et très haut, le dispositif de flotteur, le regard de contrôle de fuite entre les 2 géomembranes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### Nom du point de contrôle : PC2-Equipement du bassin lixiviats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etanchéité du bassin lixiviats
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Article 11-II : [...] La zone des bassins de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre. L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une bouée ;</li> <li>- une échelle par bassin ;</li> <li>- une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite de terrain il a été vérifié que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le bassin est entouré d'une clôture et d'un portail d'accès,</li> <li>• 3 bouées sont disposées autour du bassin,</li> <li>• un marchelien permet de descendre dans le bassin,</li> <li>• des filets en cordage sont également disposés autour du bassin,</li> <li>• la signalisation est positionnée sur le portail.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : PC3-Programme de contrôle des systèmes de collecte des lixiviats**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.  Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente le programme de contrôle et maintenance préventive du système de collecte des lixiviats qui comprend notamment les contrôles : <ul style="list-style-type: none"><li>• journalier et visuel : de la canalisation lixiviats, de la sortie du puits jusqu'au bassin (aérienne, passage en buse sous la piste et sous la voie ferrée) ;</li><li>• bimensuel : du puits lixiviats (regard, test pompe, hauteur de lixiviats dans le puits, clôture du puits) ;</li><li>• bimensuel : du bassin lixiviats (clôture, contrôle fuite niveau, débit aérateur, fonctionnement alarme niveau très haut).</li></ul> L'exploitant présente le registre de suivi (sous la forme d'un tableur) 2021 et la supervision du système de relevage des lixiviats. Les incidents ou anomalie sont présentés dans le rapport annuel. Le site dispose de 4 aérateurs sur flotteur qui sont mis en place en fonction du niveau de lixiviats. Les lixiviats ne sont pas à l'origine d'odeurs gênantes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : PC4-Registre lixiviats**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/02/2016, article 22-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Lixiviats
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois : <ul style="list-style-type: none"><li>- le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ;</li><li>- la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ;</li><li>- les quantités d'effluents rejetés ;</li><li>- dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés.</li></ul> Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats</b> Voir point de contrôle précédent. L'exploitant présente le registre de suivi bi-mensuel du bassin et du puits lixiviats qui prévoit : <ul style="list-style-type: none"><li>• le contrôle de la clôture ;</li><li>• le contrôle du dispositif de contrôle de fuite,</li><li>• la vérification du niveau et le calcul du volume ;</li><li>• le fonctionnement des aérateurs ;</li><li>• le fonctionnement de l'alarme niveau haut ;</li><li>• le contrôle du regard du puits lixiviats ;</li><li>• un test de marche de la pompe de relevage en mode manuel et automatique.</li></ul> Le débit des lixiviats est enregistré sur la supervision : présentation en séance des résultats sur 2022. Lors du suivi bimensuel l'opérateur relève également le débit. Des analyses sont réalisées trimestriellement sur les lixiviats. Depuis le début de l'exploitation de l'ISDND d'Espira-de-l'Agly, aucun rejet au milieu naturel n'a eu lieu (lixiviats principalement éliminés par évaporation, lors des traitements les lixiviats traités sont rejetés dans le bassin nord recueillant les eaux pluviales internes dont les eaux sont réutilisées sur le site). Les analyses sont présentées dans les rapports trimestriels. Par sondage l'inspection consulte le rapport de contrôle du 23/09/2021 par le laboratoire Eurofins.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : PC5-Enregistrement des données météo**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des lixiviats
<b>Prescription contrôlée :</b> Les données météorologiques sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.  Elles comportent la pluviométrie, la température, l'ensoleillement, l'évaporation, l'humidité relative de l'air et la direction et force des vents. Ces données météorologiques, à défaut d'instrumentation sur site, sont recherchées auprès de la station météorologique locale la plus représentative du site
<b>Constats :</b> Les données sont extraites du site Météo-France de l'aéroport de Perpignan (situé à 6 km). L'exploitant présente les résultats pour février 2022. L'ensoleillement et l'ETP (évapotranspiration) sont présentés sur des fichiers séparés par Météo-France. L'exploitant a également un abonnement pour recevoir les alertes en cas de vent, ce qui permet de gérer les apports des déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : PC6-Surveillance du puits lixiviât**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2012, article 3.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des sols et de la nappe
<b>Prescription contrôlée :</b> Le piézomètre implanté à proximité du puits de relèvement des lixiviats fait l'objet d'un contrôle mensuel portant sur les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• Niveau piézométrique,</li><li>• PH,</li><li>• Température,</li><li>• Résistivité ou Conductivité.</li></ul> En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées. Si l'évolution défavorable est confirmée l'exploitant, en informe sans délai le préfet et propose la mise en place d'un plan d'action visant à déterminer l'origine de cette évolution défavorable et à en supprimer la cause.
<b>Constats :</b> Les résultats des contrôles mensuels du piézo du puits lixiviats sont présentés dans les rapports trimestriels. Le rapport fait apparaître un commentaire sur l'évolution des résultats. Sur 2021 le puits était à sec les mois de mars, avril, mai, juin, juillet, septembre, décembre. Par sondage l'inspection consulte le rapport de contrôle du 11/08/2021 par le laboratoire Eurofins. La conductivité était relativement élevée (2340 $\mu\text{S}/\text{cm}$ ), le mois suivant le piézo était à sec. L'exploitant s'est fixé un seuil d'alerte à 2500 sachant que la conductivité dans les lixiviats est de l'ordre de 30000 $\mu\text{S}/\text{cm}$ . <u>Observation :</u> l'inspection propose de faire corrélérer la hauteur piézométrique avec la pluviométrie et le volume des lixiviats pompés et de faire apparaître ces données dans le rapport trimestriel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>Prise en compte de l'observation par l'exploitant :</b>

**Nom du point de contrôle : PC7-Réseau de piézomètres****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 13**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines**Prescription contrôlée :**

La surveillance des eaux souterraines est opérée au moyen d'un réseau de piézomètres implantés en périphérie de l'installation.

Ce réseau est constitué de puits de contrôle dont le nombre est fixé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ce nombre ne peut être inférieur à trois et doit permettre de suivre les conditions hydrogéologiques du site. Au moins un de ces puits de contrôle est situé en amont hydraulique de l'installation de stockage et deux en aval.

Dans tous les cas, les études hydrogéologiques précisent le nombre de puits de contrôle nécessaires.

Les piézomètres sont réalisés conformément aux spécifications techniques prévues par la réglementation ou la norme française en vigueur relative à la réalisation d'un forage de contrôle de la qualité de l'eau souterraine au droit d'un site potentiellement pollué.

**Constats**

L'étude d'impact initial a analysé les conditions hydrogéologiques du site et proposé l'implantation d'un réseau de piézomètres.

Les ouvrages ont été repris à l'article 3.3.1 de l'arrêté d'autorisation du 09/07/2012 qui a été modifié par l'arrêté du 27/06/19.

Cet article impose un réseau constitué au minimum des 7 ouvrages de contrôle suivants :

- PZ2 : piézomètre situé au nord du site – profondeur : 20m
- PZ4 bis : piézomètre situé au sud du site – profondeur : 40m (piézo amont du site)
- PZ5 bis : piézomètre situé entre le site et le captage AEP d'Espira de l'Agly – profondeur: 57m
- PZ6 : piézomètre situé au à l'ouest dans les alluvions – profondeur : 10m
- Une source située derrière le restaurant 'Al Relai ' qui a été aménagée pour permettre les prélèvements
- Le puits de captage de la société Lafarge dans le lit de l'Agly
- Le forage de la commune d'Espira de l'Agly

Auxquels s'ajoute le piézomètre implanté à proximité du puits de relèvement des lixiviats destiné à contrôler l'absence de fuite de l'ouvrage et des canalisations associées.

L'exploitant présente le rapport Fugro Géotechnique « Réseau de surveillance des aquifères – Synthèse hydrogéologique du site et mise en place du réseau de surveillance » n° 35H CG 143 E1H daté du 23/02/2004.

L'article 3.3.1 de l'arrêté d'autorisation du 09/07/2012 prévoit que les conditions d'implantation et de réalisation seront soumises à l'approbation d'un hydrogéologue d'un service de l'Etat (BRGM) : l'avis du BRGM a pris la forme d'un courrier du 05/03/2004 (réf JPM/2004/C113 – T10-D1-04EAUG29) adressé à l'inspection qui a confirmé que « l'implantation et la réalisation des ouvrages répondant aux demandes établies lors de l'instruction de cette affaire ».

**Type de suites proposées :** Sans suite**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : PC8-Contrôles des eaux souterraines (piézomètres)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>- physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO<sub>2</sub><sup>-</sup>, NO<sub>3</sub><sup>-</sup>, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, SO<sub>4</sub><sup>2-</sup>, NTK, Cl<sup>-</sup>, PO<sub>4</sub><sup>3-</sup>, K<sup>+</sup>, Ca<sup>2+</sup>, Mg<sup>2+</sup>, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ;</li><li>- paramètres biologiques : DBO<sub>5</sub> ;</li><li>- paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ;</li><li>- autres paramètres : hauteur d'eau.</li></ul> <p>Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.</p> <p>Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement.</p> <p>Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.</p> <p>Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive significative des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question.</p> <p>En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation.</p>
<b>Constats</b> Les résultats sont présentés dans les rapports trimestriels. En 2021 les contrôles ont été réalisés les 28/01/2021 et 23/09/2021. Par sondage l'inspection consulte le rapport de contrôle du piézo PZ2 du 23/09/2021 par le laboratoire Eurofins. Le contrôle de la radioactivité a été réalisé le 23/09/2021. A la demande de l'inspection l'exploitant présente les attestations d'accréditation (n°1-0903 rév.18 et n°1-7086 rév.0) du laboratoire Eurofins Hydrologie Sud qui a réalisé les analyses. L'exploitant confirme que la surveillance piézométrique n'a pas relevé d'anomalie (excepté épisodiquement sur les bactéries pour le PZ4bis situé en amont) et sur la source mais dont l'origine ne provient pas du site. <u>Écart à corriger</u> : L'inspection note que le potentiel rédox, les sulfates (SO <sub>4</sub> <sup>2-</sup> ), le Phosphate, le Potassium et Sélénium (Sn) ne sont pas mesurés, les métaux totaux n'apparaissent pas. La prochaine analyse devra intégrer ces éléments.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>Réponse de l'exploitant :</b>

**Nom du point de contrôle : PC9-Constats suite à la visite**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2012, article 1.11.5, 2.1, 2.4.2, 2.5.9, 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès, entretien, envois
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1.11.5 Afin d'en interdire l'accès, l'installation de stockage est clôturée par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimum de 2 mètres ou par tout autre dispositif d'efficacité équivalente, muni de grilles qui doivent être fermées à clef en dehors des heures de travail. Article 2.1 L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour : [...] limiter le risque de pollution [...] de l'air ou des sols. Article 2.4.2 L'accès à l'installation de stockage doit être limité et contrôlé. Les portes d'accès doivent être fermées à clef en dehors des heures de travail. Article 2.5.9 L'établissement et ses abords, sont maintenus en bon état de propreté et d'esthétique. Article 4.1 L'établissement est tenu dans un état de propreté satisfaisant et notamment l'ensemble des aires, pistes de circulation et voies d'accès, l'intérieur des ateliers et des conduits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents, au moyen d'un matériel suffisamment puissant, destinés à éviter l'envol de poussières.
<b>Constats :</b>  La visite a amené les constats supplémentaires suivant : <ul style="list-style-type: none"><li>• le bassin sud est encombré par des envois de déchets</li><li>• le portail sud ouest d'accès au PZ4 n'est pas fermé à clef</li><li>• compte tenu du déplacement du quai de déchargement, l'écran de filets positionné en partie sommitale de l'alvéole d'exploitation ne permet plus suffisamment de limiter les envois de déchets à l'extérieur du site</li></ul> <u>Écart à corriger</u> : le bassin sud doit être nettoyé en tant que de besoin, le portail d'accès au PZ4 doit être muni d'un système de fermeture, le point de déchargement des déchets ne doit pas être à l'origine d'envois de déchets en dehors du site. Si nécessaire les dispositifs de protection doivent être complétés.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>Réponse de l'exploitant :</b>